

COVID-19 : Non, nous ne sommes pas en guerre!

Par contre nous n'avons guère de moyens, guère de personnel, guère de lits!

C o m m u n i q u é d e P r e s s e

Le champ lexical belliqueux d'hier soir était insupportable!

Insupportable car il y a quelques semaines encore, alors que nous manifestions pour demander des moyens pour le service de santé public, notre gouvernement faisait usage d'armes de guerre contre ses soignant-es.

Insupportable car le service public de santé est détruit non pas à coup d'obus, mais à coup de restrictions budgétaires!

Insupportable car nous ne nous battons pas contre un ennemi, mais nous soignons des femmes et des hommes. Et nous ne soignons pas par patriotisme comme cela a été dit hier soir, mais par humanité! Et si ennemi il y a: c'est la finance et les politiques d'austérités gouvernementales!

Insupportable car en temps de guerre, on donne des moyens à ses soldats quand on les envoie au front, on assure leurs arrières, on les envoie en nombre suffisant. Mais aujourd'hui les soldats de la santé n'ont rien de tout ça: les gouvernements différents ont liquidé nombre d'entre eux en supprimant leurs postes, ils ont confisqué leurs armes en diminuant leur matériel, et le gouvernement actuel les envoie au front sans armes! Où sont les masques, les gants, les solutions hydroalcooliques, les machines de réanimation?

Sans oublier tous les soldats à l'arrière, celles et ceux qu'on oublie et qui sont indispensables au maintien de la vie: les aides à domicile, le personnel des EHPAD, le personnel des centres médico-sociaux, ou encore les salarié-es du social. Quid de leur protection?

L'armée en guerre doit aussi prendre soin de ses troupes, les professionnel-le-s dispensé-e-s pour raison médicale de participer au Plan de Continuité de l'Activité sont invité-e-s depuis hier à se déclarer sur un portail internet toujours pas en ligne à cette heure!

Quant aux blessé-e-s de cette guerre, où allons-nous les accueillir quand encore l'année dernière 4200 lits ont été supprimés par le gouvernement?

Mais les soldats du système de santé et de protection sociale partiront au front. Elles et eux, leurs proches, se souviendront de la responsabilité de l'Etat dans la crise actuelle et de sa gestion!

La Fédération SUD Santé Sociaux exige la fermeture de toutes les entreprises, de toutes les usines dont le travail n'est pas indispensable au maintien de la vie ! La vie, la santé ne se négocient pas!

Elle appelle toutes les personnes travaillant dans ces lieux de travail à faire valoir leur droit de retrait!

La Fédération SUD Santé Sociaux exige qu'en ce temps de guerre, la loi DALO ou loi de réquisition soit appliquée! Plus aucune personne ne doit être à la rue ce soir!

Paris le 17 mars 2020

